

FAITS SAILLANTS

CONSEIL DES COMMISSAIRES – 12 - 14 MARS 2024 | SALLUIT

Dans le cadre des travaux en cours sur le système éducatif du Nunavik, le Conseil des commissaires a été informé des résultats de la Recherche en éducation 2019-2021 (audit), qui a examiné le programme d'études en langue seconde de Kativik Ilisarniliriniq, en le comparant au Programme de formation de l'école québécoise. La clarification et la mise en œuvre de parcours clairs pour la réussite des élèves ont progressé de manière concrète. Les travaux se poursuivent pour relever des défis pédagogiques spécifiques et combler les lacunes identifiées dans le domaine de la formation des enseignants.

La Recherche en éducation 2019-2021 (audit) a été commandée par le Conseil pour examiner le programme d'études de Kativik Ilisarniliriniq et en fournir une analyse comparative par rapport au Programme de formation de l'école québécoise.

Au mois de décembre 2022, un rapport complémentaire complet a été déposé au Conseil des commissaires. Intitulé *Enseignement et programmes des langues à Kativik Ilisarniliriniq : l'état du débat*, ce rapport examine les modèles d'éducation bilingue existants et les résultats de recherches récentes sur l'éducation bilingue. Les conclusions du rapport ont également été présentées lors de la réunion d'avril 2023 sur l'éducation à Quaqaq.

Les constats tirés de ce rapport comprennent 7 clés pédagogiques qui continueront à guider les travaux en cours. Les prochaines étapes sont les suivantes :

- clarification de l'approche pédagogique et de la progression de l'apprentissage au sein de KI;
- propositions d'allocation de temps et de ressources en vue de piloter les changements proposés au système éducatif du Nunavik;
- élaboration d'une proposition globale et d'un plan de mise en œuvre à soumettre au Conseil des commissaires.

Le rapport intitulé [*Enseignement et programmes des langues à Kativik Ilisarniliriniq : l'état du débat*](#) est disponible sur le site web de KI, ainsi que le [Rapport du Conseil de l'éducation 2023](#).

Dans le contexte d'un Conseil des commissaires nouvellement élu et des négociations en cours sur les conventions collectives des enseignants, du personnel de soutien et des professionnels, les commissaires ont discuté des limites de la structure juridique actuelle du point de vue de l'autodétermination en matière d'éducation, telle que garantie par la Convention de la Baie James et du Nord québécois (17.0.68).

Les commissaires ont discuté du fait que les demandes de mandats de négociation de KI correspondent souvent à celles de ses employés syndiqués. Toutefois, en tant qu'employeur, KI ne peut mettre en œuvre que les mandats approuvés par le Conseil du Trésor du Québec. Or, KI n'est pas autorisée à présenter ses demandes directement au Conseil du Trésor; dans la structure actuelle, KI doit s'en remettre au MEQ pour défendre ses intérêts. Les mandats de négociation approuvés se conforment également aux contraintes budgétaires identifiées par le Conseil du Trésor.

Les commissaires ont constaté que KI a souvent les mains liées sans l'approbation du Conseil du Trésor. Par exemple, lors de la négociation des conventions collectives 2020-2023, KI n'avait pas de mandat approuvé pour discuter des avantages des employés recrutés localement à la table des négociations. Le financement d'avantages tels que la prime de rétention, les avantages liés au transport (sorties) et l'allocation de logement a été négocié séparément, et ces avantages ont été mis en œuvre au moyen de mesures administratives en dehors du cadre des conventions collectives.

Les commissaires ont exprimé leur mécontentement quant au fait que, dans le cadre des négociations en cours pour le renouvellement des conventions collectives 2020-2023, les disparités régionales, bien que directement pertinentes pour KI, sont discutées aux tables centrales où KI n'a pas de siège. KI ne participe qu'aux négociations qui se déroulent aux tables sectorielles.

Le travail de préparation du processus de planification stratégique de Kativik Ilisarniliriniq (KI) se poursuit. Un plan de consultation est en cours d'élaboration autour de notre calendrier cyclique de réunions afin d'assurer que nous profitons des activités prévues pour consulter le plus grand nombre possible d'intervenants (personnel, commissaires, parents, etc.). La consultation aura pour but d'identifier une vision commune et de hiérarchiser les besoins, ce qui contribuera à l'élaboration du plan stratégique.

Un plan de mise en œuvre détaillé, accompagné d'une proposition de contrat, sera présenté au Conseil des commissaires en juin 2024 pour examen et approbation.

La phase de consultation du plan stratégique devrait durer un an et être lancée au début de l'année scolaire 2024-2025. La phase d'élaboration du plan stratégique est censée durer 6 mois.

Un document final, approuvé par le Conseil des commissaires, serait ainsi disponible d'ici le mois de juin 2026.

La commissaire Eva-Kauki Gordon (Kuujuuaq) a rendu compte au Conseil des besoins de formation identifiés par les membres du comité du centre de santé Ungava Tullatavik, au sein duquel elle représente KI. Parmi les besoins particuliers figurent la certification de la formation d'agent de sécurité et des traducteurs spécialisés en inuktitut qui pourraient apporter leur contribution au vocabulaire lié à la santé, à l'anatomie et aux procédures médicales.

La formation d'agent de sécurité fait partie de l'offre de services actuelle du service de l'Éducation des adultes et de la Formation professionnelle. La formation peut être offerte dans différentes communautés à la demande des organismes du Nunavik. On pourra également étudier les possibilités de financement une fois qu'une demande aura été faite au service de l'ÉAFP de KI.

Les demandes de soutien concernant le vocabulaire spécialisé en inuktitut doivent être adressées à l'Institut Avataq, l'organisme responsable de la préservation de la langue au Nunavik.

Au sein de Kativik Ilisarniliriniq, les ressources linguistiques spécialisées sont rares. C'est pourquoi nous ne pouvons donner la priorité qu'aux contenus liés à l'éducation, à l'élaboration de programmes d'études et aux communications d'entreprise de tout ordre.

Les commissaires ont approuvé la Politique sur la procédure relative à la consommation de substances psychoactives sur les lieux de l'école (CS-03). Cette politique est nouvelle et, dans le contexte de la crise des opioïdes qui touche actuellement le Canada, elle complétera les activités de prévention actuellement offertes dans nos écoles pour lutter contre la consommation de drogues et la toxicomanie. La politique vise à créer un environnement sécuritaire qui favorise l'apprentissage et le potentiel de croissance de chaque élève.

Kativik Ilisarniliriniq a l'obligation de créer une procédure pour traiter les situations liées à la consommation, à la possession ou à la vente de substances psychoactives sur les lieux de l'école (à l'école, dans les locaux de l'école et lors d'activités scolaires).

Cette procédure est axée sur la prévention ciblée, de même que sur l'intervention individualisée et spécialisée dans le cadre d'une approche de réduction des risques (comprenant une boîte à outils d'intervention).

Cette procédure est le résultat d'un travail de collaboration entamé en 2022. Elle découle de diverses consultations avec des intervenants clés, sous l'égide d'un comité intersectoriel de la RRSSN qui regroupe de multiples organismes dont, entre autres : Nurrayt, DPJ, Justice Makivvik, CLSC, KI, Isuarsivik, NIIA, Service de police du Nunavik, etc.

D'ici l'automne 2024, les prochaines étapes comprendront la formation et les commentaires sur la boîte à outils, dans le but de la déployer dans des écoles pilotes choisies au cours de l'année scolaire 2024-2025.

Les commissaires ont exprimé leur inquiétude quant à l'interruption des services en raison du manque d'enseignants. Bien que les négociations en cours sur la convention collective des enseignants devraient déboucher sur une importante augmentation de salaire sur 5 ans, la population en général ne semble toujours pas consciente des conditions de travail avantageuses que KI offre actuellement au personnel recruté localement (prime de rétention, indemnité de logement et avantages en matière de transport pouvant être utilisés pour des sorties sur le territoire).

La rétention des employés est une priorité, et c'est aussi une partie de la solution au taux élevé de rotation du personnel auquel nous sommes confrontés.

Depuis le renouvellement des conventions collectives pour les enseignants, le personnel de soutien et les professionnels au mois de mars 2022, KI offre les avantages suivants aux employés recrutés localement : indemnité de transport alimentaire monnayable, prime de rétention, indemnité de logement et indemnités de transport pouvant être utilisées pour des sorties sur le territoire.

Chaque école gère le processus de recrutement pour les postes locaux. Nous encourageons les Nunavimmiut à contacter leur école pour discuter des possibilités d'emploi. Nous sommes toujours à la recherche d'enseignants, mais il y a aussi beaucoup d'autres types de postes disponibles.

Le Conseil des commissaires a approuvé le renouvellement annuel des licences Microsoft pour des durées qui reflètent les besoins croissants de Kativik Ilisarniliriniq en matière de technologies de l'information (TI). Les commissaires ont également été informés des activités en cours, telles que la campagne de sensibilisation à la cybersécurité, les mises à niveau du réseau prévues dans toutes

les écoles, le déploiement de tableaux électroniques et l'installation d'unités de vidéoconférence dans toutes les écoles.

D'ici la fin mars 2024, les écoles, les centres d'Éducation des adultes, les entrepôts et les bureaux situés dans les communautés de la côte d'Hudson (de Kuujjuaraapik à Salluit), seront connectés à Internet par fibre rapide (Tamaani), ainsi qu'à Starlink Business Edition. Sur la côte d'Ungava (de Kuujjuaq à Kangiqsujaq), l'accès à Internet dans toutes les installations de KI continue de dépendre exclusivement des satellites en orbite basse (Starlink Business Edition et OneWeb).

Le développement de l'accès à Internet a entraîné de nouveaux besoins, notamment la mise à niveau du réseau afin de garantir un accès sécuritaire aux élèves et une sécurité du réseau conforme aux exigences du MEQ.

Les commissaires ont été informés du Déficit de maintenance accumulé (DMA) qui a atteint 248,6 M\$ pour l'ensemble des bâtiments évalués jusqu'à présent. L'évaluation des unités de logement de KI est en cours depuis juillet 2023. On s'attend à ce que le DMA soit encore augmenté une fois que cette dernière phase sera achevée.

La valeur de remplacement de l'ensemble de nos bâtiments représente actuellement plus de 1,8 milliard de dollars.

Tous les travaux d'entretien nécessaires sont suivis à l'aide du logiciel Maximo, lancé en 2021. Ce système de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO) contribue à l'automatisation des flux de travail et procure un inventaire actualisé de tous les travaux d'entretien requis dans nos bâtiments.

Au cours des trois dernières années, les besoins d'entretien de toutes les écoles, de tous les centres d'éducation des adultes, de toutes les résidences d'étudiants et de tous les entrepôts ont été évalués dans les 14 communautés du Nunavik.

Toutes les unités de logement de KI font actuellement l'objet d'une évaluation et d'une saisie dans le logiciel Maximo. Il s'agit de la dernière phase de l'évaluation globale des besoins de maintenance de l'infrastructure de KI.

Ensuite, le remplacement des semelles de fondation par des pieux sur les nouveaux bâtiments ceux déjà existants sera mis en œuvre dans Maximo. L'objectif est de se préparer au recul du pergélisol prévu pour les 20 à 30 prochaines années et de confirmer l'estimation actuelle de 60 M\$ pour ces travaux planifiés.

Les commissaires ont été informés des projets de mise en œuvre d'un nouveau logiciel qui permettra au service des ressources matérielles de suivre les besoins en matière d'entretien des véhicules et de planifier les travaux à venir. L'objectif est de réduire les problèmes de transport des élèves tout en obtenant une image plus précise des opérations des véhicules dans chaque communauté.

Le parc de véhicules de KI s'est développé dans tous les villages du Nunavik. Toutefois, les problèmes d'entretien et de réparation subsistent.

Notre parc de véhicules compte aujourd'hui 200 véhicules et plus de 20 nouveaux véhicules seront ajoutés cet été. Le parc comprend des camionnettes, des autobus scolaires et du matériel lourd utilisé à des fins d'entretien.

Les futurs plans d'entretien des véhicules comprennent l'achat et l'installation de ponts élévateurs hydrauliques et d'outils dans chacun des nouveaux entrepôts de KI. Cela permettrait à nos propres employés d'effectuer, dans la mesure du possible,

l'entretien et les réparations mineures. Pour les réparations majeures, des experts seraient envoyés par avion et pourraient travailler directement dans nos entrepôts. Cela réduirait notre dépendance face aux garages NV ou aux installations de Landholdings.

Les commissaires ont été mis au courant de tous les projets d'investissement en cours, ainsi que des rénovations majeures et mineures, avec les dates de livraison passées et prévues jusqu'en 2029. Cet aperçu comprenait également les demandes soumises au ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) pour des projets de construction dans le cadre du PQI 2024-2034, qui s'élève à plus de 750 M\$. Les projets qui n'ont pas été accordés au cours des deux dernières années ont été inclus dans le PQI 2024-2034.

Les projets d'investissement comprennent les suivants : **logements** (Kangiqsualujjuaq, Kuujjuaq, Aupaluk, Salluit, Puvirnituaq, Inukjuak, Umiujaq, Kuujjuaraapik); **écoles** (Tasiujaq, Quaқтаq, Salluit-Ikusik, Akulivik, Umiujaq-salles de classe portables et Kuujjuaraapik-salles de classe portables); **entrepôts et garages d'autobus** (Kuujjuaq, Tasiujaq, Kangirsuk, Kangiqsujaq, Salluit, Ivujivik, Akulivik); **résidences pour étudiants** (Kuujjuaq); **centres d'éducation des adultes** (Kuujjuaq, Kangiqsujaq) et **bureaux administratifs** (Kuujjuaq).

Les principaux projets de rénovation sont les suivants : **écoles** (Kuujjuaq-Jaanimarik, Tasiujaq, Puvirnituaq-Iguarsivik, Inukjuak-Innalik, Umiujaq, Kuujjuaraapik), **centre d'éducation des adultes** (Puvirnituaq), **logements** (Umiujaq), **bureaux** (Montréal) et **Nunavik Sivunitsavut** (Montréal).

Le commissaire de Puvirnituaq a démissionné de son poste. Des élections auront lieu dans cette communauté dans les semaines à venir.

Si vous souhaitez vous impliquer dans le domaine de l'éducation, n'hésitez pas à vous porter candidat au poste de commissaire de KI, pour la communauté de Puvirnituaq. Vous trouverez de plus amples renseignements sur le travail effectué par le Conseil sur le site Web de KI en cliquant sur « [Représentants élus](#) » dans le menu du site Web.

MISE À JOUR : Theresa Etok a été élue le 3 avril. Elle sera assermentée lors de la prochaine réunion du conseil qui aura lieu à Kuujjuaq, au mois de juin.